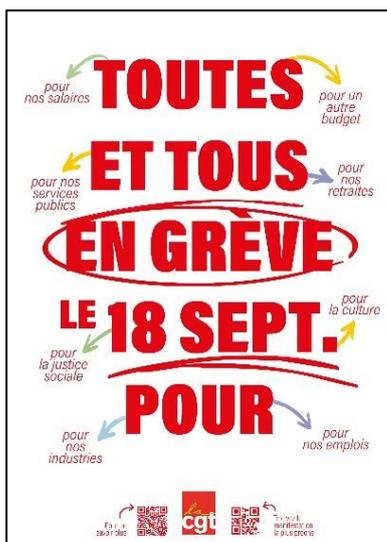


# DES LE 18 SEPTEMBRE : ON LEVE LA TETE, ET ON CONSTRUIT LA LUTTE DANS NOS BOITES !



Quel que soit le premier ministre, les sacrifices pour le monde du travail ça suffit ! D'autres choix sont possibles.

Après nous avoir pris deux années de vie à la retraite, le gouvernement veut encore faire payer les travailleur·ses, les précaires, les retraité·es et les malades : deux jours fériés volés, remise en cause de la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, désindexation de toutes les pensions de retraites, diminution des allocations chômage, augmentation des franchises médicales, attaques des services publics...

Le rôle joué par le patronat et le MEDEF dans l'élaboration de la politique d'austérité du gouvernement est réel. Ce qui creuse la dette, ce sont les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises ! Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 131 milliards de bénéfices et 97 milliards ont été versés aux actionnaires.

Le poids considérable des dépenses supplémentaires d'armement (40 milliards d'euros) sur le projet de budget 2026 est au détriment des dépenses répondant aux besoins sociaux.

En résumé, ça serait à toute la population de « faire des économies » – sauf les grands groupes et les plus fortuné·es à qui on ne devrait rien demander ! D'ailleurs seul·es les représentant·es patronaux·les ont applaudi ces propositions socialement injustes et économiquement inefficaces.

De l'argent il y en a... Il faut une vraie justice fiscale avec la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.

## La CGT exige l'abandon du projet de budget et la mise en place de mesures d'urgence autour de 5 priorités :

1. La justice fiscale, la taxation du patrimoine, des dividendes et des rachats d'actions, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.
2. La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites et le retour de la retraite à 60 ans et une sécurité sociale répondant aux enjeux actuels, rétablis dans les prérogatives issues du programme du CNR, doté de l'ensemble des moyens nécessaires pour répondre aux besoins.
3. Le financement de nos services publics et la transformation environnementale de notre économie, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et notre politique culturelle.
4. L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et l'égalité femmes hommes.
5. L'arrêt des licenciements et suppression des emplois masqués (rupture conventionnelle, départ en retraite non remplacé, ...) et l'organisation d'assises de l'emploi et notamment de l'industrie.



**Simulateur CGT**  
pour calculer le  
coût du budget sur  
le quotidien  
[cgt.fr/simulateur](http://cgt.fr/simulateur)

- Rassemblement et manifestation à Tours jeudi 18 septembre 2025 à 10h00,  
Place de la Liberté, suivi d'un barbecue, concert et prise de parole.

- Rassemblement et manifestation à Amboise jeudi 18 septembre 2025 à 11h30,  
(au pied du château) Place Michel Debré



Syndiquez-vous sur [www.ud37.cgt.fr](http://www.ud37.cgt.fr)

